

vant donner au Canada des avantages qui ne sont pas accordés aux Etats étrangers sur les marchés de la mère-patrie ; le Canada désirant obtenir le privilège de favoriser la Grande-Bretagne et l'Irlande, tout en ayant égard à la politique inaugurée en 1879, dans le but de favoriser les divers intérêts et les industries de la Confédération, ainsi que ses besoins financiers.

En traitant cette question, l'honorable député de Simcoe a déclaré que, lui et ceux avec qui il agissait, tous partisans du très-honorable premier ministre, avaient en vue d'établir un commerce avec la Grande-Bretagne, et d'obtenir en Angleterre un marché pour écouler l'excédant de nos produits agricoles.

Plusieurs députés prirent part au débat, entre autres, l'honorable député de Pictou (M. Tupper), maintenant ministre de la Marine et des Pêcheries, l'honorable et brave député de Shelburne (le général Laurier), et le non moins honorable et brave député d'Assiniboia (M. Davin), qui tous émettent l'opinion que la condition présente du pays n'était pas satisfaisante et que quelque chose devait être tenté pour l'améliorer.

Que signifiait cette motion ? Si la politique nationale avait accompli ce que nous avions en vue, si elle avait développé le pays de la manière qui nous avait été prédite par des députés qui sont ici, pour quelle raison une telle motion aurait-elle été soumise ? Pourquoi a-t-on soulevé cette question ? Pour la seule raison que, dans l'opinion de ces députés, la condition du pays n'était pas satisfaisante, que celle de l'agriculture ne l'était pas davantage, et qu'il fallait adopter des mesures pour améliorer cet état de choses.

Il est bon d'observer qu'en cette occasion, l'honorable monsieur et ses partisans n'ont pas contredit cette prétention. Maintenant, quelle conclusion devons-nous tirer de ce fait ? Naturellement, la conclusion que le gouvernement a partagé cette manière de voir. Nous devons nous attendre à ce que, partageant ces vues, il proposerait quelques mesures de réforme, puisqu'il avait admis qu'il existait un mal à faire disparaître.

Mais, M. l'Orateur, nous ne pouvions pas espérer qu'il irait aussi loin. Il savait que le mal existait et il n'y a appliqué aucun remède, et il le laisse subsister. Maintenant, tout en partageant l'opinion émise par ces honorables députés relativement au mal existant, je prétends que l'on peut trouver un remède. Bien qu'il en soit convaincu, le gouvernement n'agit pas d'après cette conviction. Cette conviction est la base de la politique que nous suivons, nous, députés de la gauche. Cette politique demande que des réformes soient faites dans la condition de notre pays. Pour ma part, je désirerais pouvoir être d'accord avec les honorables députés de la droite sur le remède qu'ils ont proposé. Je désirerais pouvoir croire que nous pourrions trouver, en Angleterre, un marché pour écouler l'excédant de nos produits agricoles ; mais, assurément, je ne puis accepter la politique qui nous a été proposée, car cette politique, pour n'en pas dire plus, est singulièrement ridicule.

Quelques députés de la droite proposent d'établir un commerce avec la Grande-Bretagne ; ils ont en vue d'encourager le peuple anglais à recevoir l'excédant de nos produits et de quelle manière ? En ouvrant au commerce de l'Angleterre les portes que nous lui avons tenues fermées jusqu'à ce jour ? Pas du tout. En demandant à l'Angleterre de nous ouvrir ses portes ? Non ; elles sont ouvertes et pour nous et pour le monde entier. Mais c'est
M. LAURIER.

en essayant d'amener l'Angleterre à décider de fermer ses portes à tous les pays, excepté au nôtre. Jusqu'à présent, la politique a été le Canada pour les Canadiens, mais à l'avenir, elle sera l'Angleterre pour les Canadiens.

L'objet que les honorables députés ont en vue, est d'engager les ouvriers anglais à faire disparaître la concurrence que le cultivateur américain fait avec ses produits, et, par là, d'augmenter le prix du pain et des aliments qui leur sont nécessaires. Les ouvriers anglais adopteront-ils cette politique ? Il serait absurde de le prétendre.

Les honorables députés de la droite offrent-ils quelque chose aux ouvriers anglais, en échange du sacrifice qu'ils exigent d'eux ? Offrent-ils d'admettre en franchise les produits anglais ? Non ; au contraire, il est proposé de diminuer, de quelques pouces seulement, la barrière que les députés de la droite ont élevée contre les produits des ouvriers anglais. Et c'est là ce qu'ils appellent un commerce équitable.

Quelques-uns des honorables membres de la droite ont la naïveté de croire que le public anglais en général puisse être amené à adopter une telle politique. Il est impossible de concevoir que le public anglais adopte une politique si entièrement illusoire. Quels sont les hommes publics d'Angleterre disposés à favoriser une telle politique ? Vous ne pourriez les trouver dans les rangs du parti libéral, ou du parti radical, ou du parti conservateur, bien que ce dernier parti mérite le reproche de s'être opposé à toutes les réformes qui ont fait l'Angleterre ce qu'elle est aujourd'hui. Toutefois, dès qu'une réforme a été adoptée, elle est devenue l'héritage de tout Anglais, et la dernière adoptée en Angleterre fut l'acceptation du grand principe du libre échange.

L'Angleterre a été le pionnier en matière commerciale, comme elle l'a été au point de vue de la science gouvernementale. Elle a joué complètement d'un gouvernement libre cent années au moins avant toute autre nation continentale. Il en fut ainsi relativement au commerce. Elle introduisit la liberté dans son commerce, comme elle le fit en politique et en toute autre chose, et elle ouvrit ainsi la voie que devaient suivre les autres nations.

Il est vrai, comme on l'a dit souvent, que sa politique n'a pas été suivie, ou que les autres nations ne l'ont pas imitée, que l'idée, le rêve, l'espoir de ceux qui ont prêché l'évangile du libre échange ne s'est pas réalisé. Je ne le crois pas moi-même. Mais il ne s'est écoulé que cinquante ans depuis que le principe du libre échange a été proclamé en Angleterre, et cinquante années, on l'admettra, ne sont qu'un point sur le panorama toujours tournant de la vie d'une nation. Cinquante ans ne forment qu'un point dans la vie du monde, et l'on ne saurait s'attendre à ce que ce grand principe du libre échange puisse germer, fleurir et fructifier dans un simple demi-siècle. Mais si l'on ne peut dire que les espérances de ceux qui ont proclamé ce principe se soient réalisées, il est évident qu'elle peuvent encore devenir une réalité et les premières nations qui l'adopteront, seront celles qui possèdent du sang anglais, les traditions anglaises, ou les descendants de l'Angleterre.

Il est vrai que le Canada et les Etats-Unis sont aujourd'hui éloignés ; mais ce temps peut venir, et il n'est peut-être pas loin de nous, où le Canada et les Etats-Unis adopteront une politique semblable à celle qui est aujourd'hui le programme de la gauche de cette chambre, une politique qui